



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique



*Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,*

*mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA*



International Organization for Migration (IOM)
Département international pour les migrants (DIP)
Organismo Internacional para os Migrantes (OIM)



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Fonds de l'OIM pour le
développement
Développer les capacités en
matière de gestion des migrations



Dossier d'information

ACPOBS/2011/DI02

2011

L'Observatoire ACP sur les migrations

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et de la Suisse. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations sud-sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2011 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2011 Observatoire ACP sur les migrations

Document rédigé par Susanne Melde, Chargée de Recherches, Observatoire ACP sur les Migrations. Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.



ACP

OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Les transferts de fonds des migrants en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique

Les transferts de fonds envoyés par les migrants dans leur pays d'origine représentent sans doute l'élément le plus tangible de la relation entre la migration et le développement. Ces transferts ne se présentent pas uniquement sous la forme de transferts financiers, mais aussi sous la forme de 'transferts sociaux', tout un éventail de contributions des migrants et des membres des diasporas. Ce dossier d'information a été rédigé dans l'intention de clarifier la définition de ce concept et d'explorer les défis relatifs à la collecte de données en la matière, d'identifier les grandes tendances y afférentes dans les pays ACP et de formuler des recommandations à l'intention des décideurs politiques des pays ACP.

1. Définitions et défis en matière de collecte de données

Il y a quelque temps encore, les transferts financiers internationaux se définissaient comme suit : **la somme des envois de fonds des travailleurs, de la rémunération des salariés et des transferts de capital des migrants** (FMI, 2009a, b ; Banque mondiale, 2010a). Sur la base des recommandations formulées en 2006 par un groupe de travail technique sur l'amélioration des données relatives aux envois de fonds par les migrants dans leur pays d'origine dirigé par les Nations unies (ONU), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), les transferts des migrants ne sont plus inclus dans la définition et les envois de fonds par les travailleurs dans leur pays d'origine ont été remplacés par le concept de « transferts personnels ». Depuis 2009, le FMI considère que, dans ses statistiques sur la balance des paiements, les envois de fonds sont constitués seulement de deux composantes : **(1) la rémunération des travailleurs** et **(2) les transferts**

Les transferts envoyés par les migrants dans leur pays d'origine ne sont pas strictement financiers et incluent d'autres transferts

Définition des transferts financiers

- 1. Rémunération des salariés** : le montant brut du salaire des travailleurs résidant à l'étranger pendant moins de 12 mois, y compris les revenus des résidents employés par des ambassades, des institutions internationales et des entreprises étrangères ;
- 2. Définition modifiée en 2009 - Transferts personnels** : tous les transferts en espèces ou en nature envoyés ou reçus par des migrants et des individus dans le pays d'origine ;
- 3. Complémentaire :**
 - (1)** Transferts personnels,
 - (2)** Transferts totaux et
 - (3)** Transferts totaux et transferts à des institutions sans but lucratif au service des ménages.(FMI, 2009a, b ; Banque mondiale, 2010)

personnels.¹ Il convient de souligner que les revenus des migrants à court terme (qui vivent à l'étranger pendant moins de 12 mois) sont inclus dans la définition, alors qu'ils ne sont parfois jamais transférés (du moins pas entièrement) dans les pays d'origine.

Flux financiers formels

Il n'est pas possible d'agréger et de comparer les données de plusieurs pays, comme les pays ACP. Il est important de souligner qu'en dépit de la définition claire que donne le FMI dans *International transactions in Remittances : Guide for Compilers and Users* (2009b), les données concernant les envois de fonds des migrants dans leur pays d'origine varient d'un pays à l'autre. Cela peut notamment s'expliquer par la variation des données disponibles et des contextes nationaux, l'emploi du statut de ressortissant et non du statut de résident et la simplification du traitement des données. Certains pays ne déclarent pas de flux entrants ou sortants de fonds dans les statistiques du FMI sur la balance des paiements, qui reste la principale source de données dans le recueil de données comparatives entre pays, [*Migration and Remittances Factbook*](#), publié par la Banque mondiale. D'autres difficultés incluent l'utilisation de méthodologies différentes et d'informations obsolètes et l'exclusion des données sur les envois de fonds exécutés par d'autres opérateurs que les banques, tels que les opérateurs de transferts d'argent (OTA, par exemple Western Union), les services postaux et les OTA mobiles (Irving *et al.*, 2010 ; Banque mondiale, 2010a). De plus, les transferts de biens comme les biens de consommation ne font pas partie des statistiques officielles, alors qu'ils jouent un rôle important (par exemple entre le Nigéria et les pays voisins d'Afrique de l'Ouest) et devraient être analysés dans les enquêtes sur les transferts.

Encore moins d'informations sont disponibles sur les transferts Sud-Sud, qui sont vraisemblablement moins importants en raison des différentiels salariaux plus réduits entre les pays ACP et d'autres pays en développement. Il s'agit d'un domaine à explorer, tout comme les envois internes de fonds, qui n'ont guère

1 Trois formes de transferts de fonds sont considérées comme supplémentaires, mais non obligatoires dans les statistiques sur les envois de fonds par les migrants dans leur pays d'origine : les **transferts personnels** (la somme des transferts personnels et de la rémunération nette des travailleurs non résidents), les **aides totales** (la somme des envois de fonds et des prestations sociales) et les **aides totales** et les **transferts à des institutions sans but lucratif au service des ménages** (ISBLSM, un poste qui inclut également les donations). Il s'agit d'indicateurs cumulés de postes différents. Par souci de cohérence dans les séries chronologiques, les envois de fonds par les travailleurs dans leur pays d'origine seront inclus dans les statistiques à titre de poste supplémentaire (voir FMI, 2009a, b ; Reinke, 2007).

fait l'objet de recherches jusqu'à présent. Comme les mouvements internes sont importants dans les pays ACP, ces deux formes d'envois pourraient jouer un rôle important, négligé à ce jour, dans la réduction de la pauvreté et l'accroissement des revenus. Ce phénomène mérite une attention particulière.

Flux financiers informels


L'incohérence, évoquée ci-dessus, des données entre les pays concerne uniquement les transferts financiers formels effectués par les migrants. Toutefois, on estime que les flux financiers pourraient être plus élevés, dans une mesure pouvant aller jusqu'à 50 pour cent, si les montants envoyés par des canaux informels étaient comptabilisés dans les statistiques officielles. En raison de ces transferts importants, mais inconnus pour la plupart, certains pays d'Afrique subsaharienne ne déclarent pas de transferts officiels dans leur balance des paiements. Il serait nécessaire de mener des enquêtes auprès des ménages expéditeurs et destinataires pour recueillir des données fiables sur les flux informels (Banque mondiale, 2010a).

Transferts sociaux

Par transferts sociaux, on entend les idées, les pratiques, les identités et le capital social transmis par les communautés de destination aux communautés d'expédition (Levitt, 1998). Idées novatrices, réseaux transnationaux utiles, connaissances, valeurs politiques, réformes de l'action publique et nouvelles compétences technologiques sont autant de transferts sociaux.

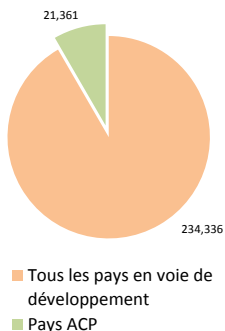
2. Chiffres et grandes tendances dans les pays ACP

Flux financiers entrants


 Alors que les pays ACP représentent plus de la moitié des pays en développement², ils ne reçoivent qu'une partie relativement réduite des transferts officiellement déclarés, **environ 9 pour cent des transferts de fonds vers des pays en développement** en 2010 (voir le graphique n° 1, à gauche). À l'échelle mondiale, on estime que les pays ACP n'auraient **reçu en 2010 que 6,7 pour cent du total mondial des envois de fonds** (Banque mondiale, 2010b ; calculs des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale).


2 Selon la classification des pays en développement de la Banque mondiale (voir <http://go.worldbank.org/QGUCPJTOR0>) et du PNUD, qui retient comme pays en développement tous ceux qui présentent un indicateur de développement humain très élevé (voir <http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/South.pdf>).


Graphique 1: Flux financiers entrants (millions d'euros), estimations 2010



Source : Banque mondiale, données de 2010 (taux de change ONU de novembre 2010) ; données manquantes dans 18 pays ACP.

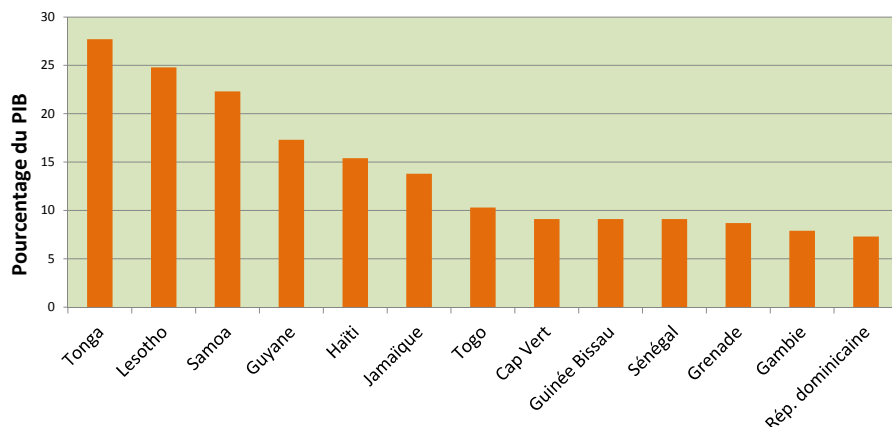
 Selon les estimations de la Banque mondiale, **en 2010 les pays ACP ont reçu 21,4 milliards d'euros de transferts** (voir le graphique n° 1 ; données de la Banque mondiale, 2010b, et taux de change de novembre 2010 des Nations unies). Toutefois, 18 pays n'ont pas fourni de données, certains d'entre eux comptant probablement parmi ceux qui enregistrent des flux importants de transferts [la République centrafricaine, la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie et le Zimbabwe] (Mohapatra *et al.*, 2010).³ Ces données excluent un pays ACP sur cinq. Les transferts à destination des pays ACP sont vraisemblablement nettement supérieurs, d'autant plus que l'ampleur des flux informels est inconnue.

 **Le Nigéria** est le seul pays ACP qui compte parmi les **10 pays en tête du classement mondial des pays destinataires** : il reçoit **un tiers du total des transferts à destination des pays ACP** (soit un montant estimé à 7,2 milliards d'euros en 2010 ; Banque mondiale, 2010b et taux de change de novembre 2010 des Nations unies).

 **En valeur relative, les transferts de fonds jouent un rôle très important** dans de nombreux pays ACP. **On compte quatre pays ACP parmi les 10 premiers pays en tête du classement des pays destinataires établi en fonction des transferts rapportés en pourcentage du PIB** (les îles Tonga, le Lesotho, les îles Samoa et le Guyana). Les îles Tonga et le Lesotho ne sont devancés que par le Tadjikistan et figurent donc parmi les trois premiers pays de ce classement mondial. Treize pays ACP comptent parmi les trente premiers pays de ce classement (voir le graphique n° 2 ci-dessous ; Banque mondiale, 2010b).

³ Données non disponibles concernant les flux à destination de l'Angola, des Bahamas, de la République centrafricaine, du Tchad, des îles Cook, de la République démocratique du Congo (RDC), de Cuba, de la Guinée équatoriale, de l'Érythrée, des îles Marshall, des États fédérés de Micronésie, de Nauru, de Nioué, de Palaos, de Somalie, du Timor-Leste, de Tuvalu et du Zimbabwe.

Graphique 2: Pays ACP recevant des transferts de fonds parmi les 30 premiers au monde, 2009



Source: Banque mondiale, 2010b.

 Comme **les envois de fonds sont plus stables et prévisibles que d'autres flux financiers**, leur

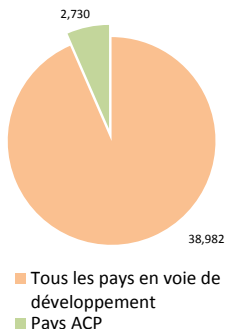
diminution lors de la crise financière mondiale de 2008 et 2009 a été modeste en comparaison avec la chute de 40 pour cent des flux relatifs à l'investissement direct à l'étranger (IDE), aux fonds fiduciaires, à l'endettement privé et aux investissements de portefeuille à destination des pays en développement (Gallina, 2010 ; Mohapatra *et al*, 2010). De 2008 à 2009, les transferts de fonds à destination des pays ACP ont diminué de 4,1 pour cent, un pourcentage inférieur à la moyenne mondiale (-6,1 pour cent) ou à la moyenne calculée à l'échelle des pays en développement (-5,5 pour cent). Les transferts de fonds ont augmenté de 4 pour cent entre 2009 et 2010, remontant au niveau enregistré avant la crise financière et économique mondiale (calculs des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale, 2010b).

4 pays ACP sont parmi les 10 premiers du classement mondial des pays destinataires établi en fonction des transferts rapportés en pourcentage du PIB

Les envois de fonds ont relativement bien résisté à la crise économique et financière mondiale, devenant une source plus importante de financement externe

Flux financiers sortants

Graphique 3: Flux financiers sortants (millions d'euros), estimations 2009



Source : Banque mondiale, données de 2010 (taux de change de décembre 2009), données manquantes dans 34 pays ACP.

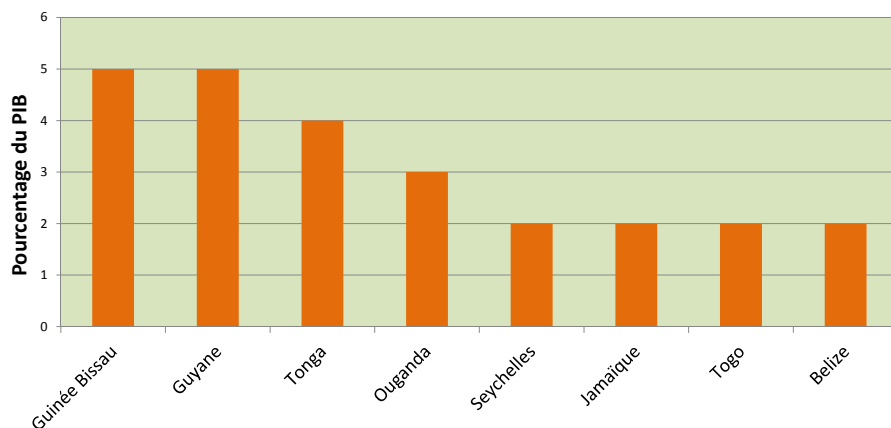
Les pays ACP sont également des pays expéditeurs, même si cet aspect ne retient souvent guère l'attention : 7 pour cent du total des flux sortants déclarés officiellement au départ de pays en développement sont expédiés au départ de pays ACP, soit 2,7 milliards d'euros (voir le graphique n° 3).⁴ Rapporté à l'échelle mondiale, ce pourcentage ne représente que 1,5 pour cent des flux sortants totaux (Banque mondiale, 2010b ; calculs des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale).

Trois pays ACP (la Guinée-Bissau, le Guyana et les îles Tonga) **comptent parmi les dix pays en tête du classement mondial des pays expéditeurs** établi en fonction des transferts rapportés en pourcentage du PIB, et huit pays ACP se trouvent parmi les trente pays en tête de ce classement (voir le graphique n° 4 ci-dessous, Banque mondiale, 2010b). Toutefois, les sorties de capitaux sont souvent liées aux secteurs économiques qui attirent l'IDE et la plupart des profits ne reste pas dans les pays.


Depuis 2008, les flux sortants ont augmenté de 16 pour cent, après une diminution de 16,8 pour cent entre 2007 et 2008 (calculs des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale, 2010b). Cette fluctuation peut indiquer que **les flux au départ de pays ACP ont davantage subi l'impact de la crise financière** que les flux entrants. Toutefois, comme les flux entrants, les flux sortants ont ensuite retrouvé leur niveau d'avant la crise.

4 Données non disponibles concernant la Barbade, le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, les îles Cook, les Comores, la République démocratique du Congo (RDC), Cuba, la Guinée équatoriale, l'Érythrée, le Gabon, le Ghana, Kiribati, Madagascar, le Malawi, les îles Marshall, la Mauritanie, les États fédérés de Micronésie, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Samoa, le Sénégal, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, le Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu et le Zimbabwe.

Graphique 4: Pays ACP envoyant des transferts de fonds parmi les 30 premiers au monde, 2009




Source: Banque mondiale, 2010b.


 **Les flux sortants ont presque décuplé au cours des dix dernières années** (calculs des auteurs sur la base des données de la Banque mondiale, 2010b), ce qui peut être imputable à l'accroissement du nombre d'immigrants dans les pays ACP, à l'amélioration de la collecte des données et/ou aux sorties des capitaux des secteurs industriels clés.

Lors de la crise, les flux sortants ont davantage diminué que les flux entrants




Dans sept pays ACP, les flux sortants ont excédé les flux entrants en 2009

 En 2009, **les flux entrants ont excédé les flux sortants** en pourcentage du PIB dans la majorité des pays ACP dont les données sont disponibles. Échappent à ce constat le Botswana, les Seychelles, les îles Salomon, l'Afrique du Sud, le Suriname, la Tanzanie et la Zambie, une situation à imputer à des flux importants d'immigrants ou à l'incohérence des données.



Afrique occidentale

 Les envois de fonds à destination des 16 pays d'Afrique occidentale⁵ représentent 43,4 pour cent du total des transferts effectués par des émigrants ACP, **soit le pourcentage le plus important des six régions ACP** (données de la Banque mondiale, 2011b).

⁵ Selon la classification des régions du Secrétariat du Groupe des États ACP.





-  Toutefois, les envois de fonds à destination de la région restent modestes à l'échelle mondiale. Les flux entrants, de l'ordre de 9,3 milliards d'euros en 2010, **représentent 4 pour cent des flux totaux à destination des pays en développement, un pourcentage marginal** (Banque mondiale, 2010b).
-  Les envois de fonds varient énormément, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, entre les pays de la région : un seul pays ACP (le Nigéria) se classe parmi les trente premiers du classement mondial des pays destinataires en valeur absolue, mais cinq (le Togo, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, le Sénégal et la Gambie) comptent parmi les trente premiers du classement mondial des pays destinataires en valeur relative, soit en pourcentage du PIB (Banque mondiale, 2010b).
-  **L'aide publique au développement (APD) excède toujours les envois de fonds dans tous ces pays**, sauf en Côte d'Ivoire, au Nigéria, au Sénégal et au Togo (Gallina, 2010, sur la base des données du PNUD, 2009).

Afrique centrale



-  Dans les huit pays d'Afrique centrale, les envois de fonds n'excèdent pas l'APD et **sont peu élevés en comparaison avec les cinq autres régions ACP**. Cela s'explique en partie par le manque de données au sujet de la moitié de ces pays.⁶ Il ressort de l'analyse des envois de fonds déclarés à destination des quatre pays dont les données sont disponibles (125,3 millions d'euros) que le Cameroun en reçoit de loin le pourcentage le plus important (86 pour cent) (Banque mondiale, 2010b). On estime que de nombreux transferts sont effectués à destination de zones rurales (FIDA, 2007).
-  Par contraste avec les émigrants d'Afrique occidentale et orientale, les **émigrants de cette région ont eu tendance en 2005 à se rendre principalement dans d'autres pays d'Afrique**, où les revenus des travailleurs sont inférieurs à ceux des émigrants dans des pays de l'OCDE (Migration DRC, 2007). Par ailleurs, on estime qu'une grande partie des transferts intrarégionaux en Afrique centrale, plus grande encore que dans d'autres régions, s'effectue via des **canaux informels** qui n'apparaissent pas dans les statistiques (Gallina, 2010).




⁶ République centrafricaine, Tchad, République démocratique du Congo (RDC) et Guinée équatoriale.

Afrique orientale





-  Les **flux à destination des 14 pays d'Afrique orientale sont peu élevés en valeur absolue** par comparaison avec d'autres régions ACP (de l'ordre de 4,7 millions d'euros en 2010, selon les estimations). Ils sont importants au Soudan, où ils représentent 48,9 pour cent du total régional (Banque mondiale, 2010b).
-  **Selon des estimations, les flux informels pourraient représenter jusqu'à 80 pour cent des flux à destination de l'Ouganda** (Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Nations unies, 2006). Selon une enquête sur le couloir d'envoi Tanzanie-Ouganda, 60 pour cent des personnes interrogées ont déclaré préférer envoyer de l'argent via des canaux informels, par exemple des chauffeurs de cars, des agents de change et des travailleurs du sexe en règle pour passer les frontières (OIM, 2009b).
-  **Les flux entrants excèdent nettement les flux sortants sauf en Tanzanie**, où les flux sortants sont plus de trois fois plus élevés (10,8 millions d'euros de flux entrants, contre 36,2 millions d'euros de flux sortants en 2009) (données de la Banque mondiale, 2010b, taux de change d'octobre 2010 des Nations unies).
-  **Les flux internes doivent être mieux analysés.** Lors d'une enquête réalisée au Kenya en 2009 par la Banque centrale du Kenya et le programme Financial Sector Deepening (FSD), plus de la moitié des personnes ont déclaré avoir reçu des envois internes, contre 16,5 pour cent en 2006.

Afrique australe




-  Les transferts effectués par des émigrants à destination des dix pays d'Afrique australe sont **modestes en pourcentage du PIB**, à l'exception du Lesotho (25 % en pourcentage du PIB) (Banque nationale, 2010b). En valeur absolue, c'est l'Afrique du Sud qui arrive en tête des pays de destination (et d'expédition) de la région (725,8 millions d'euros), suivie par le Lesotho (avec la moitié environ de ce montant).
-  Des **différences importantes s'observent dans le comportement des expéditeurs de sexe masculin et féminin** : les envois des femmes sont moindres, ce qui s'explique par leur rémunération inférieure et par leurs contrats de travail spécifiques (voire par l'absence de contrats de travail) (Dodson *et al.*, 2008).

-  **Les envois de fonds excèdent l'APD**, si ce n'est en Namibie (Gallina, 2010 sur la base des données de 2009 du PNUD).
-  Les flux sortants **les plus élevés en valeur absolue sont ceux enregistrés au départ de l'Afrique du Sud** (770 millions d'euros) : ils excèdent les flux entrants et montrent l'importance de l'Afrique du Sud comme pays d'immigration dans la région (Banque mondiale, 2010b). **En Angola**, qui n'accueille pourtant pas beaucoup d'immigrants originaires de la région, **des envois importants s'observent à destination de l'étranger : ces envois sont même supérieurs à ceux de l'Afrique du Sud en pourcentage du PIB** (1 pour cent du PIB en Angola, contre 0,4 pour cent du PIB en Afrique du Sud). Ce phénomène peut s'expliquer par les bénéfices importants dans le secteur de l'extraction minière ou par le fait que les données fournies sont inexacts ou lacunaires.
-  **Les canaux informels** sont l'option privilégiée dans la région : ils frôlent les 90 pour cent au Lesotho (Crush *et al.*, 2010) et, selon des estimations, sont presque exclusifs dans le couloir Afrique du Sud - Zimbabwe (Kerzner, 2009).

Caraïbes

-  Les Caraïbes ont reçu près de 5,6 milliards d'euros de flux entrants (Banque mondiale, 2010b), soit **plus d'un quart des envois à destination des pays ACP** en 2010, alors que cette région ne regroupe que 16 pays. En Jamaïque, les destinataires reçoivent des fonds non seulement de la part de membres de leur famille, mais aussi — et de plus en plus — de la part d'amis (IPPR et GDN, 2010).
-  Cinq pays (le Guyana, Haïti, la Jamaïque, Grenade et la République dominicaine) **se classent parmi les trente pays en tête du classement mondial des pays destinataires** en valeur relative (Banque mondiale, 2010b).
-  **Les flux entrants sont nettement supérieurs à l'APD**, si ce n'est au Suriname et à Saint-Vincent-et-les Grenadines.
-  Concernant les flux sortants, les données disponibles suggèrent que les montants sont **plus de dix fois moins élevés que les flux entrants**, de l'ordre de près de 470 millions d'euros en 2009, selon les estimations. Toutefois, trois pays (le Guyana, la Jamaïque et le Belize ; Banque mondiale, 2010b) se classent parmi les trente premiers pays du classement mondial des pays expéditeurs en valeur relative.

Pacifique

-  Les données disponibles concernant cette région suggèrent le **rôle important de la migration**. Les envois de fonds à destination des îles Tonga et des îles Samoa représentent respectivement quelque 28 et 22,3 pour cent de leur PIB, ce qui place ces deux pays parmi les dix pays en tête du classement mondial des pays de destination en valeur relative (Banque mondiale, 2010b ; voir le graphique n° 2 ci-dessus).
-  **En valeur absolue, les flux entrants officiels sont marginaux dans la région** (290 millions d'euros en 2010 ; Banque mondiale, 2010b). Huit pays sur quinze n'ont pas déclaré de flux entrants en 2010, mais ce sont essentiellement de très petits pays qui ne font guère de différence dans le chiffre global.
-  **Des tendances contrastées ressortent de la comparaison entre les envois de fonds et l'APD** : les envois de fonds sont supérieurs à l'APD par habitant (en USD) dans les îles Fidji, Tonga et Samoa, alors que l'APD est supérieure aux envois de fonds en Papouasie-Nouvelle-Guinée et dans les îles Salomon et Vanuatu (Gallina, 2010, sur la base des données de 2009 du PNUD).

3. L'impact des envois de fonds sur le développement et la réduction de la pauvreté

Les transferts en espèces ou en nature que les émigrés envoient dans leur pays d'origine sont des flux privés et les ménages qui les reçoivent ne peuvent pas être placés dans l'obligation de mettre leurs fonds propres au service du développement de leur pays. **Ces transferts ne peuvent pas remplacer les politiques de développement**, de création d'emplois et de renforcement de l'économie locale. Ils **ne se substituent pas aux flux publics**, tels que l'aide publique au développement (APD) ciblée sur les groupes les plus pauvres de la société, l'allègement de la dette ou l'investissement direct à l'étranger (IDE) dans le secteur privé.

Les transferts de fonds ne peuvent se substituer aux politiques de développement et à l'APD, ils peuvent uniquement venir en complément de ces efforts






Les transferts de fonds ne sont pas une solution pour le développement

Les transferts des émigrés dans leur pays d'origine peuvent réduire la pauvreté, doper le développement humain et accroître les revenus. Cependant, **promouvoir l'émigration à titre de stratégie de développement en vue d'augmenter les flux entrants d'aide n'est pas une solution durable** (Melde et Ionesco, 2010). L'ensemble des politiques, programmes et études sur les migrations et les envois de fonds doivent adopter une approche axée sur les droits de l'homme.


Condition sine qua non : un cadre économique, politique et juridique minimum


L'impact des envois de fonds par les émigrés dépend énormément d'un **environnement politique, économique et juridique propice** (Ratha et Mohapatra, 2007 ; de Haas, 2010). Cet environnement politique et économique et les capacités institutionnelles doivent faire l'objet d'une plus grande attention dans la plupart des pays ACP.


Effets macroéconomiques des envois de fonds


-  Ils sont une majeure de devises étrangères.
-  Dans certains cas, les envois de fonds peuvent améliorer **la notation de solvabilité d'un pays pour des emprunts à l'étranger** et faciliter de la sorte son accès aux marchés mondiaux de capitaux.
-  Ils promeuvent **le développement du secteur financier** si les conditions requises sont réunies, et peuvent ainsi contribuer à la croissance économique (Ghosh, 2006 ; Ratha et Mohapatra, 2007).
-  **Les exportations peuvent devenir moins compétitives**, dans la mesure où le cours de la devise augmente et où les taux de change sont moins favorables (OSCE, OIM et OIT, 2006 ; Ratha, Mohapatra et Silwal, 2010).
-  Une dépendance macroéconomique peut s'instaurer à l'égard des envois de fonds qui peuvent être source d'**inflation**.


Effets microéconomiques des envois de fonds et impact potentiel sur le développement humain


-  **Les envois de fonds sont source de revenus (supplémentaires)** pour près de 40 pour cent des personnes interrogées à l'occasion d'une enquête auprès des ménages réalisée en Angola ; les fonds reçus de l'étranger sont la seule source de revenus pour 16 pour cent des ménages (Alvarez Tinajero, 2010).

 **Les envois de fonds contribuent à réduire la pauvreté**, car ils améliorent le niveau de vie et le bien-être des familles (Bakewell, 2009 ; Ghosh, 2006 ; Luthria, 2009 ; CNUCED, 2011) et l'accès à la nourriture, à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation, en particulier pour les enfants. En ce sens, ils ont donc un impact sur les droits humains fondamentaux. Ils permettent par exemple la scolarisation des filles dans des sociétés où leur accès à l'éducation est très limité (Docquier *et al.*, 2008).

 **Ils peuvent réduire le travail des enfants**, dans la mesure où ils sont source de revenus et permettent de financer les soins de santé, l'éducation et la consommation (Yang, 2009).

 Ils peuvent être source **de financement des dépenses imprévues pendant les crises et après les catastrophes**, par exemple pour faire face aux frais de soins de santé d'urgence ou de funérailles, ou **dans les régions touchées par le changement climatique ou par la dégradation environnementale**. En ce sens, ils peuvent contribuer à atténuer les impacts de ces phénomènes, comme au Sénégal (PNUD, 2009 ; Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Nations unies, 2006) et investir dans du logement et des activités financières (Ratha *et al.*, 2011).





 **Ils sont une source de financement stable et contracyclique** en temps de crise, comme lors de la crise financière et économique mondiale de 2008-2009.

 **Ils peuvent initier des activités économiques** au travers de (l'augmentation de) la demande de biens et services, dopée par l'augmentation du pouvoir d'achat et l'élargissement de l'accès des petits entrepreneurs au microcrédit et aux petits crédits (Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, Nations unies, 2006).

En Ouganda, le pourcentage de personnes en situation de pauvreté a diminué de 11 points de pourcentage grâce aux envois de fonds des émigrés (Ratha et Mohapatra, 2007)

Les membres des diasporas semblent moins frileux que les investisseurs traditionnels lorsqu'il s'agit d'investir dans le secteur privé

Il ne faut pas négliger les effets négatifs que les envois de fonds peuvent avoir sur les émigrés et leur famille — d'où l'importance d'une approche basée sur les droits humains

-  Ils accroissent **la dépendance des transferts de fonds en tant que source de revenus** chez 21 pour cent des personnes interrogées au Kenya en 2009, contre 14,3 pour cent seulement en 2006. Ces transferts sont devenus la principale source de revenus chez les jeunes (60,1 pour cent en 2009, contre 54,6 pour cent en 2006 ; Banque centrale du Kenya et FSD Kenya, 2009).
-  Ils ont des **impacts sociaux et économiques (négatifs)** sur les jeunes et d'autres membres de la famille, car les montants envoyés diminuent souvent au fil du temps alors qu'une dépendance aux envois a pu se créer. De surcroît, l'absence des parents a contribué à accroître le taux d'abandon scolaire chez les enfants en Jamaïque, alors qu'elle a augmenté la probabilité de scolarisation dans d'autres pays (IPPR et GDN, 2010).
-  **L'obligation sociale d'envoyer des fonds** peut amener des migrants à vivre dans la précarité pour leur permettre de faire le plus d'économies possible afin d'envoyer de l'argent à leur familles et à leurs proches. La migration peut nuire à leurs droits humains. Le manque d'emplois dans les pays de destination peut aussi empêcher les migrants de jouir de leur liberté personnelle.
-  **Les envois de fonds peuvent contribuer à combler ou creuser les inégalités** entre les ménages qui reçoivent des fonds de l'étranger et ceux qui n'en reçoivent pas.

Dans l'ensemble, il est important de souligner que l'impact de l'envoi de fonds ne peut être généralisé et qu'il dépend du contexte national, des flux migratoires et des situations individuelles. Les migrants contribuent aussi à l'activité économique et à la vie de la société dans leur pays de destination.

**Les diasporas
s'engagent dans
des projets
communautaires via
la canalisation des
envois de fonds**


Des initiatives importantes sont prises grâce à l'engagement des diasporas, que ce soit pour favoriser le développement communautaire via la mise en commun de tous les envois de fonds, comme dans les *hometown associations* créées par des migrants haïtiens aux États-Unis, ou le développement d'infrastructures locales, comme en Afrique occidentale, dans la vallée du fleuve Sénégal qui parcourt la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal (Bakewell, 2009 ; Ghosh, 2006). Parmi les autres contributions des diasporas

à leur pays et communautés d'origine, citons l'ouverture de créneaux commerciaux (notamment avec les produits « nostalgie »), l'investissement sur les marchés de capitaux (comptes de dépôt, sécurisation des envois de fonds, prêts transfrontaliers, obligations de diasporas, fonds mutuels et micro-assurance), le tourisme des membres des diasporas, les dons, le bénévolat et le lobbying (qui s'exerce par exemple par le fait de voter à l'étranger) (Newland, 2010). Les réseaux sociaux, qui viennent renforcer les réseaux transnationaux traditionnels de migrants, jouent un rôle de plus en plus important.


La contribution des diasporas va au-delà des envois de fonds et inclut le transfert de connaissances, de savoir-faire, d'idées et de technologies


4. Recommandations et exemples de bonnes pratiques

4.1 Collecte de données sur les envois de fonds

 Malgré l'intérêt croissant que suscitent les envois de fonds, **la collecte de données** reste entravée par plusieurs obstacles (FIDA, 2007). Il convient de **renforcer les capacités** des offices nationaux de statistique. Il s'agit d'une des activités menées actuellement par l'Observatoire ACP sur les migrations. Des enquêtes auprès des ménages sur les envois de fonds sont programmées dans plusieurs pays pilotes pour en apprendre davantage sur les flux informels et les tendances d'envoi et, le cas échéant, documenter le processus d'élaboration de politiques adaptées.

Il y a lieu d'améliorer la collecte de données et de renforcer la coordination des pays ACP au sujet des transferts de fonds Sud – Sud ; exemples : la proposition, portée par le Bénin, de créer un **Observatoire des envois de fonds par les migrants** dans les PMA et l'**institut africain pour les envois de fonds**.


 **Il y a lieu de recueillir des informations au sujet des effets potentiels des envois de fonds sur les inégalités** et de l'impact des crises financières mondiales.

 La collecte de données sur les envois de fonds doit être **mieux coordonnée** à l'échelle nationale (au sein de la Banque centrale et entre différentes entités nationales) et avec des pays ACP qui comptent parmi les grands pays de destination.


Des outils techniques, comme le modèle T21, peuvent produire des scénarios différents selon les orientations de l'action publique
(OIM, 2009a)


Bonne pratique : sites internet de comparaison des frais de transfert, où les frais sont communiqués non par les institutions financières, mais par des chercheurs et des consommateurs:
<http://remittanceprices.worldbank.org/> ou www.sendmoneypacific.org


Le compte d'épargne spécial pour émigrants propose un taux d'intérêt plus élevé aux émigrants qui investissent ou achètent au Cap-Vert
(IC, 2006)


 **Les flux sortants** semblent souvent omis dans la compilation et l'analyse des statistiques. Toutefois, ils sont importants dans certains pays ACP, comme en Tanzanie, et méritent une plus grande attention dans tous les pays ACP.


4.2 Faciliter les transferts de fonds


 **Des coûts élevés de transfert, en particulier à l'échelle intrarégionale,** continuent d'empêcher les migrants d'envoyer de l'argent par des canaux officiels (FIDA, 2010). Sur le [site de la Banque mondiale qui compare les frais de transfert en USD](#) (en date du 10 mars 2011), les trois couloirs les plus onéreux sont les suivants : Tanzanie - Kenya, Tanzanie - Rwanda et Tanzanie - Ouganda. Ces frais intra-ACP élevés s'expliquent peut-être par l'obligation qui est faite aux OTA de s'associer à une banque commerciale et de convertir les envois de fonds en devise nationale ou par la législation sur les taux de change, qui réserve aux banques le contrôle du marché, comme en Afrique du Sud. Parmi les pratiques novatrices, citons l'interdiction des contrats d'exclusivité des OTA qui vise à accroître la compétitivité du secteur formel, comme au Nigéria (2010 ; Kerzner, 2009 ; Irving *et al.*, 2010).

 Il est nécessaire d'améliorer **l'éducation en matières financières** pour permettre aux individus de prendre des décisions en toute connaissance de cause et améliorer l'accès de la population aux **instruments financiers** et aux services bancaires. Le fait d'avoir un compte d'épargne dans le pays d'origine peut accroître les envois de fonds de 25 pour cent. Le manque de confiance dans les institutions financières est également un obstacle, auquel il convient de remédier à travers l'action publique et l'autorégulation. Un exemple de bonnes pratiques est le projet d'éducation en matières financières mis en œuvre par l'OIM avec la banque BANPRO au Nicaragua : 4 000 personnes suivent un cours individuel sur divers aspects financiers, notamment les aides financières envoyées par les migrants, le budget, l'épargne, le crédit et l'assurance.

 **Associer les envois de fonds et les produits financiers**, par exemple via la coopération entre des acteurs privés et les pouvoirs publics, peut contribuer à établir un lien plus durable avec les institutions financières. Les comptes d'épargne, les fonds de pension et les produits de microcrédit sont des sujets à explorer, comme le prévoient des recommandations au sujet du Timor-Leste (Shuaib, 2008 ; Alvarez, 2009).

 **Il convient de renforcer la réglementation des opérateurs financiers intervenant dans les transferts de fonds**, dont les banques et les nouveaux prestataires de services tels que les OTA mobiles, en vue de réduire les coûts de l'envoi de fonds (Irving *et al.*, 2010) et partager les informations sur les transactions depuis et vers les pays ACP. L'autorégulation, par le biais par exemple d'une charte internationale ad hoc, peut contribuer à promouvoir la transparence des marchés et la protection adéquate des consommateurs. Le document [Services de transfert de fonds pour les travailleurs migrants — Principes généraux de la Banque des règlements internationaux et de la Banque mondiale](#) (2007) propose un cadre d'orientation.

 **Les lois visant à lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) font souvent obstacle aux flux officiels de transferts de fonds**, car elles ne sont pas claires pour les opérateurs de transferts et prêtent à confusion (Mohapatra *et al.*, 2010). Il y a lieu d'envisager l'organisation de campagnes d'information ou l'abolition des dispositions affectant les transferts de fonds.


 En présence d'un flux de migration dominant entre deux pays, l'amélioration de la réglementation de ces deux pays peut permettre **d'officialiser les envois de fonds**.

Dans le cadre d'un projet de l'Union postale universelle et de la FIDA, 355 nouveaux bureaux de poste ont été créés en milieu rural en Afrique occidentale, ce qui a permis d'accroître de 100 % les envois de fonds des émigrants.


Les envois de fonds peuvent être associés à des prêts immobiliers dans le cadre de partenariats public – privé, comme dans le cas de la Banque Commerciale du Burkina (BCB Burkina Faso) et la Banque de l'Habitat du Mali (Alvarez, 2009)

Il peut être plus facile de laisser les prestataires de transfert de fonds s'autoréguler plutôt que de leur imposer une réglementation : mise en place d'un comité de pilotage constitué de consommateurs et de représentants du gouvernement et des prestataires de transferts de fonds (Fortescue, 2009).

4.3 Genre


-  En raison de différence de tendances d'envoi, d'usage et de besoins, **il y a lieu de concevoir des services et des instruments financiers taillés sur mesure pour les femmes**. Les femmes tendent à dépenser davantage dans le domaine de la santé et de l'éducation et à envoyer une plus grande partie de leur salaire, et ce plus régulièrement.


4.4 Renforcement d'outils financiers novateurs


-  Il y a lieu de renforcer les systèmes d'obligations et autres permettant à la diaspora de s'engager (Newland, 2010 ; Mohapatra *et al.*, 2010). Investir dans le pays d'origine, dans l'immobilier comme au Kenya par exemple, peut présenter un certain intérêt pour les diasporas si les systèmes financiers sont stables (Melde et Ionesco, 2010 ; Orozco, 2011; Ratha et al, 2011).


Les pays d'origine peuvent proposer des dossiers d'information sur les investissements et créer des portefeuilles attractifs, comme la Caravane des PME au Sénégal (OIM, 2009a) ou le site web créé par le gouvernement du Cap-Vert au sujet des investissements à l'intention des membres de la diaspora (<http://ie.ic.cv/>).

Les applications technologiques mobiles d'épargne, avec le téléphone portable par exemple, sont plus accessibles que l'internet dans de nombreux pays ACP.

-  Des dispositions légales, par exemple celles qui imposent aux migrants de fournir des documents établissant leur statut légal dans leur pays d'accueil, **peuvent entraver l'accès aux canaux officiels** (Kerzner, 2009). Des canaux novateurs peuvent être mis en place pour contourner cet obstacle.

-  **Il est nécessaire d'étendre les applications technologiques mobiles aux envois de fonds internationaux**, comme dans le cas du système [Tangaza Kenya](#) mis en place par des membres de la diaspora kenyanne qui propose des services mobiles de transferts nationaux et internationaux.

-  Au Kenya, une personne sur quatre constitue son épargne via son téléphone portable, grâce au Système M-PESA (Banque centrale du Kenya et FSD Kenya, 2009), ce qui recèle un **grand potentiel d'épargne pour les personnes qui n'ont pas accès aux services bancaires**.

-  **Les transferts électroniques**, tels que ceux soutenus dans le cadre du projet pilote mené par l'OIM et l'Union postale universelle en Tanzanie et en Ouganda, sont rendus possibles par le progrès technologique (Melde et Ionesco, 2010).

5. Références

Alvarez Tinajero, S.P.

- 2009 *Enquête sur l'approche des banques et des institutions financières pour favoriser les transferts de fonds et les investissements des femmes migrantes. Burkina Faso et Mali*, préparée pour l'OIM et la Coopération Italienne au Développement en collaboration avec l'OIM Antenne Burkina Faso, l'OIM Cameroun, l'OIM Antenne Cap-Vert, l'OIM Côte d'Ivoire, l'OIM Ghana, l'OIM Mali et l'OIM Sénégal.
- 2010 *Angola: A Study of the Impact of Remittances from Portugal and South Africa*, OIM Migration Research Series, No. 39, OIM, Genève, http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=2_3&products_id=567.

Bakewell, O.

- 2009 *South-South Migration and Human Development: Reflections on African Experiences*, Human Development Research Paper 2009/07, PNUD, http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009/papers/HDRP_2009_07.pdf.

Banque centrale du Kenya et Financial Sector Deepening (FSD) Kenya

- 2009 *FinAccess National Survey 2009. Dynamics of Kenya's Changing Financial Landscape*, Banque centrale du Kenya et FSD Kenya, Nairobi, http://www.fsdkenya.org/finaccess/documents/09-06-10_FinAccess_FA09_Report.pdf.

Banque des règlements internationaux (BRI) et Banque mondiale

- 2007 *General Principles for International Remittance Services*, Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CSPR), Bâle, http://siteresources.worldbank.org/INTPAYMENTREMITTANCE/Resources/New_Remittance_Report.pdf.

Banque mondiale

- 2010a *Data Notes, The Migration and Remittances Factbook 2011*, Unité sur les migrations & les transferts de fonds, Banque mondiale, Washington, D.C., <http://go.worldbank.org/QGUCPJTOR0>.

- 2010b *The Migration and Remittances Factbook 2011*, Unité sur les migrations & les transferts de fonds, Banque mondiale, Washington, D.C., <http://go.worldbank.org/QGUCPJTOR0>.

Bureau du haut représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies (UN-OHRLS) et le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique

- 2006 *Migrant workers' remittances in Africa and LDCs: a new development paradigm*, Issues Paper, http://www.un.org/special-rep/ohrlls/Press_release/issues%20paper%20remittances%20_OHRLS-OSAA_.pdf.

Consultative Group to Assist the Poor (CGAP)

- 2009 *Poor People Using Mobile Financial Services: Observations on Customer Usage and Impact from M-PESA*, CGAP Brief, préparé par O. Morawczynski et M. Pickens, CGAP, Washington, D.C., <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.9.36723/>.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

- 2011 *Impact of Remittances on Poverty in Developing Countries*, Nations Unies (NU), New York et Genève.

Crush, J. et al.

- 2010 *Migration, Remittances and "Development" in Lesotho*, Migration Policy Series No. 52, Southern African Migration Programme (SAMP), Le Cap, <http://www.queensu.ca/samp/sampresources/samppublications/>.

De Haas, H.

- 2010 *Migration and Development: A Theoretical Perspective*, International Migration Review Vol. 44 (1), Printemps 2010: 227-264.

Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty (Migration DRC)

- 2007 *Global Migrant Origin Database*, University of Sussex, Mars 2007, http://www.migrationdrc.org/research/typesofmigration/global_migrant_origin_database.html.

Dodson, B. et al.

- 2008 *Gender, Migration and Remittances in Southern Africa*, Migration Policy Series No. 49, Southern African Migration Programme (SAMP), Le Cap, <http://www.queensu.ca/samp/sampresources/samppublications/>.

Fonds international du développement agricole (FIDA)

- 2007 *Travailleurs migrants et envois de fonds. Flux mondiaux de fonds envoyés vers les pays en développement et en transition*, FIDA, Rome, http://www.ifad.org/remittances/maps/brochure_f.pdf.
- 2010 *Travailleurs migrants et transferts de fonds vers l'Afrique. Marchés, environnement porteur et perspectives des transferts de fonds*, FIDA, Rome, http://www.ifad.org/remittances/pub/money_africa_f.pdf.

Fonds monétaire international (FMI)

- 2009a *Balance of Payments and International Investment Position Manual*, 6^{ième} édition (BPM6), FMI, Washington, D.C., <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/pdf/bpm6.pdf>.
- 2009b *International Transactions in Remittances. Guide for Compilers and Users*, FMI, Washington, D.C., <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/2008/rcg/pdf/guide.pdf>.

Fortescue, S.

- 2009 'An International Remittances Customer Charter: An Update', presented at the International Conference on Remittances, organized by the Italian Ministry of Foreign Affairs and the World Bank, 9 November 2009, Rome, Italy.

Gallina, A.

- 2010 *Rapport 2011 sur la Mobilité Humaine. Migration et Développement Humain dans les pays ACP*, Andrea Gallina et le Secrétariat ACP, Bruxelles.

Ghosh, B.

- 2006 *Migrants' Remittances and Development. Myths, Rhetoric and Realities*, OIM, Genève et The Hague Process on Refugees and Migration, La Haye.

Institute for Public Policy Research (ippr) et Global Development Network (GDN)

- 2010 *Development on the Move. Measuring and Optimising Migration's Economic and Social Impacts*. Ippr et GDN, Londres, <http://www.ippr.org/research/themes/project.asp?id=2326>.

Instituto das Comunidades (IC), Ministério dos Negócios Estrangeiros, Cooperação e Comunidades, Cape Verde

- 2006 *Manual do Emigrante*, Instituto das Comunidades (IC), Ministério dos Negócios Estrangeiros, Cooperação e Comunidades, Praia, Mai 2006, http://www.diasdecaboverde.org/admin/Documents/Manual%20do%20Emigrante_PT_20100318154004.pdf.

Irving, J., S. Mohapatra et D. Ratha

- 2010 *Migrant Remittance Flows. Findings from a Global Survey of Central Banks*, document de travail de la Banque mondiale No. 194, Banque mondiale, Washington, D.C..

Kerzner, S.

- 2009 *"Cash and carry": understanding the Johannesburg – Zimbabwe remittance corridor*. Document de discussion préparé pour le FinMark Trust, Centre for Financial Regulation and Inclusion (Cenfri), http://www.cenfri.org/index.php?option=com_content&view=article&id=72:zimbabwe-remittance-corridor-july-2009&catid=39:micro-insurance-publications&Itemid=30.

Levitt, P.

- 1998 *Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion*, International Migration Review, Vol. 32(4): 926-948.

Luthria, M.

- 2009 *The Importance of Migration to Small Fragile Economies*, Human Development Research Paper 2009/55, PNUD, http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009/papers/HDRP_2009_55.pdf.

Melde, S. et D. Ionesco

- 2010 *Mainstreaming Migration, Development and Remittances in the LDCs Post-Brussels Plan of Action*, document de reference pour le seminaire sur la migration et le developpement 'Migration, Development and Remittances in the LDCs Context – An LDC-IV Preparatory Event', New York, le 17 juin 2010, <http://www.unitar.org/ny/migration-and-least-developed-countries>.

Mohapatra, S., D. Ratha et A. Silwal

- 2010 *Outlook for Remittance Flows 2011-12. Recovery after crisis, but risks lie ahead*, Migration and Development Brief 13, Unité sur les migrations & les transferts de fonds, Banque mondiale, le 8 novembre 2010, <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/MigrationAndDevelopmentBrief13.pdf>.

Newland, K. (ed.)

- 2010 *Diasporas. New Partners in Global Development Policy*. Migration Policy Institute, Washington, D.C., http://www.migrationpolicy.org/research/migration_development.php.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2009a *The MIDA experience and beyond. Operationalizing Migration for Development Across Regions*, OIM, Genève, http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&products_id=536.

- 2009b *Supporting an Affordable Electronic Remittance Transfer System Between Tanzania and Uganda*, OIM -Universal Postal Union – Pan African Postal Union Pilot Project Report, préparé par Dr. H. Bohela Lunogelo, OIM-UPU, Dar es Salaam, décembre 2009.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), OIM et le Bureau International du Travail (BIT)

- 2006 *Handbook on Establishing Effective Labour Migration Policies in Countries of Origin and Destination*, OSCE, OIM et BIT, Vienne et Genève.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

- 2009 *Lever les barrières: Mobilité et développement humains*, Rapport sur le développement humain 2009, PNUD, New York, http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_FR_Complete.pdf.

Ratha, D. et S. Mohapatra

- 2007 *Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development*, Development Prospects Group, Banque mondiale, Washington, D.C., http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/Increasing_the_Macro_Impact_of_Remittances_on_Development.pdf.

Ratha, D. et al.

- 2011 *Leveraging Migration for Africa. Remittances, Skills, and Investments*. The World Bank, Washington, D.C.

Reinke, J.

- 2007 *Remittances in the Balance of Payments Framework: Current Problems and Forthcoming Improvements*, Séminaire sur les statistiques des transferts de fonds, The Center of Excellence in Finance, Ljubljana, Slovénie, 26 février – 2 mars 2007, FMI, département statistique, <http://www.imf.org/external/np/sta/bop/pdf/rem.pdf>.

Shuaib, F.

- 2008 *Timor Leste Country Report*, Monash Asia Institute, Institute for Regional Development, University of Tasmania, Foundation for Development Cooperation, http://www.auseid.gov.au/publications/pdf/etimor_study.pdf.

Yang, D.

- 2009 *International Migration and Human Development*, Human Development Research Paper 2009/29, PNUD, http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009/papers/HDRP_2009_29.pdf.

